

SOLIDARITÉ

Agri, 11.10.19

Le 15 octobre revendique les droits des paysannes



Judite Oliveira dans son village en Guinée Bissau est plus connue sous le nom «Helo».

SP



La journée de Louise Ndojita débute à 4 heures du matin pour s'achever vers 23 heures.

SP

Aurore Chery

La Journée internationale de la femme rurale est l'occasion de rappeler que 43% de la main-d'œuvre agricole dans le monde sont des femmes. Ailleurs mais aussi en Suisse, elles se battent encore et toujours pour leurs droits.

En lisant le témoignage de Judite Oliveira recueilli par Aissé Barry de l'association Swissaid, on réalise à quel point cette femme de l'ethnie Mancagne en Guinée Bissau milite pour que le travail des femmes dans l'agriculture soit reconnu. Elle ne mâche pas ses mots pour l'exprimer. «Les hommes ne savent pas bien faire le travail de maraîchage comme nous le faisons. Ils ne peuvent pas bien labourer, ne savent pas retourner la terre, ni préparer le compost, ni même récolter les produits maraîchers».

Swissaid, par ses projets dans les pays du Sud, participe à l'émancipation des femmes dans les zones agricoles. Dans le cadre de cette journée dédiée, l'association livre des témoignages de femmes afri-

caines et organise avec l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF), une rencontre à Berne pour parler des conditions de travail des femmes dans l'agriculture à travers le monde.

Se battre pour le droit à la terre

Selon la tradition, dans l'ethnie de Judite, les hommes sont toujours propriétaires. A 34 ans, elle exploite la terre qui appartient à la famille de son mari. Mais après une longue bataille, elle a pu mettre à son nom un verger de cajous hérité de son père. Judite est présidente de l'association des femmes maraîchères de son village et compte bien faire évoluer les mentalités. «Nous sommes en train de lutter pour qu'en tant que femmes, nous ayons droit à l'héritage. Comme on est mieux informé, on va pouvoir revendiquer nos droits», espère-t-elle.

Louise Ndojita, elle, vit au Tchad. Là-bas aussi, rares sont les femmes qui possèdent un lopin de terre, mais c'est son cas. A 53 ans, elle est active sur tous les fronts: entrepreneure, paysanne, mère de cinq filles et épouse. Elle cultive un hectare de noix de karité qu'elle transforme pour la vente. Louise cumule sa journée dans les champs avec les tâches

domestiques. Elaborer les repas, faire chauffer l'eau, préparer le thé pour son mari, qui ne l'aide que ponctuellement dans les champs. Selon ses dires, le repos, elle le prend entre deux enfourchées de terre. Et inutile de lui parler de protection sociale.

Elle appartient à deux organisations féminines dans son village pour que les paysannes du Tchad puissent avoir accès à la terre et à la formation. Louise déplore qu'elles ne soient que peu considérées dans les prises de décisions. «Même si elles se mobilisent, leur point de vue n'est, la plupart du temps, pas pris en compte par leurs pairs masculins.»

Raconter, échanger, s'enrichir

Le 15 octobre à Berne, Aissé Barry, représentante Swissaid viendra de Guinée Bissau pour raconter le quotidien et les difficultés de ces femmes dans les campagnes de son pays.

Elle sera aussi invitée, avec d'autres participantes, à visiter l'exploitation d'Anne Challandes et son mari à Fontainemelon (NE). «Pour nous, paysannes et femmes rurales de Suisse, c'est l'occasion d'échanger avec nos consœurs au-delà des frontières. Cela nous ouvre l'esprit et nous permet de ré-

veiller notre solidarité. Nous avons toutes à apprendre les unes des autres et nous pouvons nous soutenir», ponctue la présidente de l'USPF. Avant d'ajouter: «Ces échanges nous permettent aussi de réfléchir sur nos modes de consommations et nos choix face aux produits importés. Nous avons, comme tous les consommateurs, une responsabilité par rapport aux conditions sociales et environnementales dans lesquelles les marchandises sont produites».

Événement libre et ouvert à tous

En 2008, l'Organisation des Nations Unies (ONU), représentée par Ban Ki-moon reconnaît le rôle majeur joué par les femmes dans les économies rurales et instaure une journée internationale, le 15 octobre. Selon l'ONU, la contribution des femmes rurales au développement est «inestimable». Pourtant, aujourd'hui encore, à l'étranger mais aussi en Suisse, de nombreuses femmes travaillent dans des exploitations agricoles sans salaire ni assurance suffisante. «Vous trouvez ça juste?», interrogent l'USPF et Swissaid dans leur appel en faveur des paysannes (lire l'article ci-dessous). Les débats et conférences organisés à Berne sont gratuits et ouverts à tous.

Un appel en faveur de toutes les paysannes

Le 12 juin 2019, l'Union suisse des paysannes et femmes rurales (USPF) en collaboration avec Swissaid a lancé une campagne pour exiger que la sécurité sociale des paysannes soit incluse dans la PA22+.

Selon les statistiques fédérales, les agricultrices travaillent 63 heures par semaine et l'USPF estime que seulement 30% d'entre elles bénéficient d'une assurance sociale et sont rémunérées pour leur travail. «J'ai le sentiment qu'il y a une certaine unanimité à admettre que la situation doit être améliorée pour les paysannes en Suisse. Sur ce plan-là, je reçois des signaux positifs et des soutiens de tous les côtés de l'échiquier politique. La question est de déterminer



Les garanties de confidentialité sont assurées à toute personne qui souhaite soutenir l'appel.

SP

comment», estime Anne Challandes, présidente de l'USPF.

L'appel exige aussi que la sécurité alimentaire devienne un thème prioritaire au Parle-

ment pour la coopération internationale 2021-2024. Le rôle crucial des paysannes dans la lutte contre la pauvreté doit être considéré à sa juste va-

leur. La récolte des signatures est toujours en cours car l'objectif des 5000 paraphes n'est pas encore atteint. La journée internationale de la femme rurale est donc une occasion de plus de rappeler l'importance de faire avancer le débat et obtenir des garanties de la part de la sphère politique. «La prise de position du conseiller fédéral Guy Parmelin lors de la clôture de la procédure de consultation de la PA22+ est un bon signal, qui donne une image positive et moderne de l'agriculture», estime, optimiste, Anne Challandes.

AC

SUR LE WEB

www.appel-des-paysannes.ch